

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2022-07-06-00001

arrêté préfectoral imposant des prescriptions
complémentaires à la société DIELIX à Limay
(78520), 727 route du Hazay

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
imposant des prescriptions complémentaires
à la société DIELIX à Limay (78520) 727 route du Hazay

LE PRÉFET DES YVELINES
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L.181-14 et R.181-46 ;

VU l'arrêté préfectoral n°08-005 en date du 4 janvier 2008 modifié, autorisant la société SARP INDUSTRIES, dont le siège social est situé 427, route du Hazay à Limay (78520), à exploiter des installations de traitement de déchets huileux et de production de biodiesel sur la commune de Limay (78520) ;

VU l'arrêté préfectoral N°2016-40451 du 12 décembre 2016 autorisant la société DIELIX à poursuivre l'exploitation des installations de traitement de déchets huileux et de production de biodiesel sur la commune de Limay (78520) ;

VU le porter-à-connaissance en date du 11 mars 2021 déposé par la société SARP Industries pour son site DIELIX ;

VU le rapport et les propositions en date du 23 mai 2022 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires porté, par courrier du 23 mai 2022, à la connaissance du demandeur ;

VU le courrier du 2 juin 2022 par lequel l'exploitant fait part de ses observations sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires qui lui a été notifié le 1^{er} juin 2022 ;

CONSIDÉRANT les modifications exposées par la société DIELIX relatives aux volumes autorisés au titre de la rubrique 2791 sans modification du régime associé ;

CONSIDÉRANT que le projet incluant : la modification du point de rejet du laveur humide, la création d'une zone de stockage intermédiaire de big-bags de potasse, la mise en service d'une cuve de 100 m³ pour le stockage d'HAU et la mise en service d'une cuve de 150 m³ pour le stockage d'EMAG, est jugé comme une modification non substantielle ne nécessitant pas la délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser certaines prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral N°2016-40451 du 12 décembre 2016 ainsi que le tableau de classement des activités ;

CONSIDÉRANT que les observations de l'exploitant, transmises par courrier daté du 2 juin 2022, sur le projet d'arrêté complémentaire ont été prises en compte;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société DIELIX dont le siège social est situé au 727 route de Hazay, Zone du Port autonome de Limay-Porcheville, 78520 LIMAY, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de LIMAY, au 727 Route du Hazay, Zone Portuaire de Limay-Porcheville, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 2

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté d'autorisation d'exploitation n°08-005 du 4 janvier 2008 modifié par l'arrêté complémentaire n°2016-40451 du 12 décembre 2016, concernant les installations de la société DIELIX à Limay (78520) 727 route du Hazay, est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Classement actuel		Volume maximal	Régime
	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation		
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971.	Traitement de 80 000 t/an de matières premières grasses, de déchets huileux, de graisses animales et de déchets hydrocarbonés dont 40 000 t/an d'huiles alimentaires usagées, sur la base de 330 j/an.	240 t/j	A
3410-B	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques tels que : b) Hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters et	Fabrication de glycérol et d'ester méthylique d'acide gras (biodiesel) à partir de 80 000 t/an (soit 240 t/j) de matières premières grasses, de déchets huileux, de graisses animales et de déchets hydrocarbonés	-	A

	mélanges d'esters, acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes			
2240 - 1	Huiles végétales, huiles animales, corps gras (extraction ou traitement), fabrication des acides stéariques, palmitiques et oléiques, à l'exclusion de l'extraction des huiles essentielles des plantes aromatiques	Traitement de 40 000 t/an de matières premières grasses, ou huile sur la base de 330 j/an	120 t/j	A
4722-2	Méthanol (numéro CAS 67-56-1)	Substances, déchets et mélanges susceptibles d'être présentes dans l'établissement : méthanol, mélanges contenant du méthanol	353 t	D
1630	Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.	Masse totale de potasse caustique solide, lessive de soude et lessive de potasse susceptible d'être présente	45 t	NC
4510 - 2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	Substances, déchets et mélanges susceptibles d'être présentes dans l'établissement : BHT (CAS n°128-37-0)	9 t	NC
4734 - 2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement	Substances, déchets et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement : Fioul domestique	1 t	NC
4001	Installations présentant un	Quantités totales		

grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement	présentes inférieures au seuil de classement	-	NC
---	--	---	----

Autorisation (A), Enregistrement (E), Déclaration (D), Non classé (NC)

ARTICLE 3

L'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-40451 du 12 décembre 2016 est remplacé comme suit :

Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, occupe une surface au sol de 1,7 ha et est organisé de la façon suivante :

- bâtiment process de 1380 m² de surface comprenant également la salle de conduite, le laboratoire, un atelier de maintenance, les unités nécessaires (groupe eau glycolée, compresseurs, local électrique). Ce bâtiment comprend les locaux administratifs (bureaux, vestiaires, sanitaires). Ce bâtiment sera également le lieu des stockages suivants :
 - 3 cuves de stockage intermédiaire de méthanol d'une capacité totale de 50 m³,
 - 3 cuves de stockage intermédiaire d'acide sulfurique d'une capacité totale de 50 m³,
 - un stockage intermédiaire de 4 tonnes d'acide phosphorique sous forme d'IBC
 - 2 cuves de stockage intermédiaire d'huiles d'une capacité de 130 m³ alimentant les réacteurs d'estérification et de trans-estérification,
 - 2 cuves de préparation catalytique d'une capacité maximale totale de 60 m³,
 - 2 x 3 réacteurs de 15 m³ pour les réactions d'estérification,
 - 2 x 3 réacteurs de 15 m³ pour les réactions de trans-estérification,
 - 2 réacteurs de 10 m³ et 3 m³ pour les réactions de neutralisation du glycérol,
 - 1 décanteur de 29 m³ et un réacteur de 10 m³,
 - d'autres cuves tampon, décanteurs et réacteurs pour les autres réactions d'une capacité totale maximale de 90 m³ environ,
 - cuve de 30 m³ de « lourds » générés par la purification du biodiesel,
 - 1 laveur humide de 2 m³ pour le captage et traitement des éventuelles émissions de méthanol,
- bâtiment de l'unité de prétraitement des Huiles Alimentaires Usagées de 750 m² de surface avec 2 cuves d'eaux ambrées (eaux issues du prétraitement) de 36 m³ chacune, et à l'extérieur 3 cuves sur rétention :
 - 1 cuve de 100 m³ contenant un mélange eau + huile,

- 1 cuve de 100 m³ contenant des huiles en attente de transfert vers la zone de stockage,
- 1 cuve de 100 m³ contenant de l'eau usée industrielle.

Le site dispose par ailleurs :

- d'une zone de stockage de matières premières et produits finis sur rétention :
 - 6 cuves aériennes de matières premières grasses (de 2x500 m³; 2x250 m³; 2x900 m³), dont l'une de 900 m³ pouvant être affectée au stockage de biodiesel ;
 - 1 cuve aérienne de méthanol (ou éthanol) (de 240 m³),
 - 3 cuves aériennes de biodiesel (de 500 m³ ; 2x1400 m³),
 - 2 cuves aériennes de glycérine (de 60 m³; 180 m³).
- d'un bassin de sécurité d'une capacité de 250 m³ (confinement des eaux d'extinction),
- d'un groupe motopompe du système d'extinction automatique,
- d'une réserve incendie de capacité totale de 600 m³,
- de parkings, voiries, et espaces verts,
- d'une zone de stockage couverte de 100 m² contenant 45 tonnes de potasses ;
- d'une dalle bétonnée de 130 m² destinée au stationnement à vide d'un maximum de 3 véhicules de collecte d'HAU

ARTICLE 4

L'article 3.2.3 de l'arrêté complémentaire n°2016-40451 du 12 décembre 2016 relatif aux conditions générales de rejet est modifié comme suit :

Les rejets en sortie du biofiltre et du laveur humide se font aux points suivants :

N° conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en mm	Débit nominal en m ³ /h	Autres caractéristiques
1	Cheminée en sortie de biofiltre	6	320	3000	Point de prélèvement normalisé NF X 44-052 – trappe normalisée à 3 m de la bouche de la cheminée
2	Évent en sortie du laveur humide (bâtiment process)	19,35	150	/	Point de prélèvement normalisé NF X 44-052 à 5,1 m du plancher de l'étage

ARTICLE 5

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Limay où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Limay dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

L'arrêté sera accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, consultable sur le site Internet de la préfecture.

ARTICLE 6

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>):

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 7

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Limay, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 06 juillet 2022

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur par intérim,
Pour le Directeur par intérim,
La chef de l'unité départementale,


Delphine DUBOIS